

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DE LA DECONCENTRATION

3ème bureau

n° 25343

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE
PREFET d'Ile-et-Vilaine
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;
- VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la Protection de la Nature ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et ses différents modificatifs ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU les arrêtés du 13 mai 1975 fixant les conditions prévues par les articles 2, 3, 6 et 7 de décret du 23 février 1973 ;
- VU l'arrêté du 20 novembre 1976 fixant les conditions générales auxquelles sont subordonnées les autorisations délivrées en application du décret n° 73.218 du 23 février 1973 ;
- VU les arrêtés du 21 août 1978 relatifs aux règles générales de fonctionnement et au contrôle des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et aux caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les installations fixes ou mobiles des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs ;
- VU le décret n° 77.1297 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et concernant les établissements détenant des animaux ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;
- VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;
- VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992 et n° 93.1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté du 30 mars 1987 concernant la prohibition de l'importation de poissons vivants et de leurs gonades ;
- VU le décret n° 75.177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 de la loi n°64-1245 du 16 septembre 1964 ;
- VU la décision du Ministère de l'Environnement en date du 10 juin 1994, d'accorder le certificat de capacité à Messieurs Philippe Vignaud et Florent Duffner pour l'aquarium de Saint-Malo ;
- VU l'accord du Ministre délégué à l'Environnement en date du 10 juin 1994 pour engager la procédure d'ouverture prévue aux articles L 213-3, R 213-5 et suivants du titre 1er du livre II du Code rural ;
- VU la demande présentée par la S.A. Aquarium Géant de Saint Malo, représentée par M. Chichportiche en vue d'obtenir l'autorisation de créer un aquarium au lieu-dit "la Ville-Jouan" à Saint-Malo ; (Saint-Servan sur Mer)
- VU les plans joints à la demande d'autorisation ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des sites ;
- VU le procès-verbal d'enquête publique ouverte dans la commune de Saint-Malo du 7 mars 1994 au 8 avril 1994 et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU l'avis des conseils municipaux de Saint-Malo, la Richardais, Pleurtuit ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 5 juillet 1994 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

Article 1er - La S.A. Aquarium Géant de Saint Malo, représentée par M. Chichportiche, est autorisée à exploiter et à ouvrir au public un aquarium et un aqua-terrarium au lieu-dit "la Ville-Jouan" en Saint-Servan, sur la commune de Saint-Malo. L'exploitant pourra y détenir toutes espèces de poissons et d'invertébrés dont la détention est autorisée conformément à la liste en annexe, à raison de 1 kg par m3 d'eau au maximum.

Toute introduction d'une nouvelle espèce, ou une augmentation d'effectif, devra faire l'objet d'une déclaration au préfet d'Ille-et-Vilaine.

L'établissement est compris dans la nomenclature des Installations Classées à la rubrique 2140.

Règles d'aménagement

Article 2 - L'établissement est composé de plusieurs parties disposées sur deux niveaux.

L'aquarium proprement dit comprend 5 cellules types regroupant faune et flore :

- une cellule type "Manche" avec 6 cuves de 37,2 m3 de volume total,
- une cellule type "Atlantique" avec 7 cuves de 64 m3 de volume total,
- une cellule type "Méditerranée" avec 10 cuves de 56 m3 de volume total,
- une cellule type "Mers Tropicales" avec 19 cuves de 81 m3 de volume total,
- une cellule type "des zones salines aux eaux douces" avec 5 cuves de 53 m3 de volume total.

Trois pôles d'attraction complètent ces divers bassins :

- un anneau panoramique de 670 m3,
 - une salle à requins, avec un bac d'environ 100 m3,
 - une salle tropicale, avec un bassin de 30 m3 et un aqua-terrarium de 20 m3,
- soit un volume total de bassins de 1 110 m3 dont les dimensions doivent permettre la détention des animaux dans des conditions qui restent compatibles avec leurs exigences écologiques.

Article 3 - L'aquarium sera implanté et installé conformément aux plans joints et annexés au dossier. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

Article 4 - Ni les locaux, ni leur aménagement ne doivent être source d'insalubrité ou de nuisance pour le voisinage.

L'aménagement doit permettre un agencement rationnel des bacs, aqua-terrariums et aquariums en nombre et volume suffisants pour l'hébergement des animaux.

Une aire libre destinée à la réception des colis, au transvasement des poissons et au stockage de l'eau ayant servi au transport avant son traitement doit être prévue.

Les bacs, aquariums ou aqua-terrariums réservés à la réception des animaux importés doivent être disponibles en nombre et volume suffisants, correspondant aux espèces, tailles, spécimens et effectifs de chaque arrivage.

Les murs doivent être revêtus d'un enduit ou peinture ou carrelage lisse lavable et désinfectable. Ils doivent être en bon état de propreté et d'entretien.

Le sol doit être imperméable, imputrescible et pourvu d'un dispositif permettant l'évacuation des eaux de lavage.

/...

Article 5 - L'eau de mer nécessaire aux aquariums, d'un volume de 30 m³ journalier, provient d'un pompage au lieu-dit "le Troctin" sur le barrage de la Rance.

Cette eau pompée sera stockée dans deux bacs de 60 m³ chacun, enterrés à proximité de l'établissement.

Pour l'alimentation des aquariums, elle subira une filtration mécanique (filtres lamellaires) et sera épurée par passage sur batterie d'ultra-violet à pouvoir germicide.

Les parois et le fond des bassins doivent être nettoyés aussi souvent que possible pour maintenir la qualité des eaux.

Elimination des effluents

Article 6 - 6-1 : l'élimination ultérieure des différentes eaux utilisées sera assurée par rejets qui devront être absents de germes pathogènes ou dangereux :

- * par retour direct en mer, pour :
 - . le trop plein des aquariums d'exposition d'eau de mer,
- * par retour direct en circuit V.R.D. (Voirie Réseau Divers), pour :
 - . le trop plein des aquariums d'eau douce,
 - . l'eau de rinçage des masses de filtration ;
- * par retour après chloration en circuit V.R.D., pour :
 - . l'eau des aquariums de quarantaine (trop plein, rinçage),
 - . l'eau de transport des poissons d'importation.

Les bassins sont conçus de manière à y éviter la pénétration d'eaux de ruissellement.

Les eaux usées des autres installations (sanitaires, eaux de lavage) et les eaux pluviales seront évacuées par des réseaux séparatifs.

6-2 : les sacs plastique ayant servi au transport doivent être détruits. Ils ne peuvent, en aucun cas, être réutilisés.

Les conteneurs doivent être détruits ou désinfectés s'ils ont conservés.

L'eau ayant servi au transport des animaux importés et l'eau de quarantaine doit être traitée par chloration avant son rejet dans le réseau V.R.D.

6-3 : les animaux morts devront être réfrigérés ou congelés avant leur élimination par l'équarrissage.

Article 7 - Conditions techniques imposées au rejet et à l'usage des ouvrages.

ASPECT QUANTITATIF

7-1 - les volumes rejetés seront limités à 50 m³ par jour étalés sur 24 heures.

Toute modification notable et passagère par rapport à ce volume devra faire l'objet d'une information préalable auprès du service chargé de la Police des Eaux.

7 -2 - Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximal de déversement, devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

/...

Les eaux rendues à la mer ne devront pas être de nature à porter préjudice à la santé publique.

Elles ne devront pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune marine, ni dégager d'odeur putricide ou ammoniacale avant et après vingt jours d'incubation à 20° C.

Les effluents rejetés devront vérifier les normes qualitatives suivantes :

- demande biologique en oxygène (D.B.O.) : concentration < 40 mg/l ;
- matière en suspension totale (M.E.S.) : concentration < 30 mg/l ;
- ammoniaque (NH₄) : concentration < 1 mg/l ;
- teneur en oxygène dissous > 5 mg/l ;
- pH compris entre 6 et 9 ;
- température inférieure à 22° C.

Du point de vue bactériologique, les eaux rejetées ou contenues dans les bassins devront avoir des concentrations en coliformes totaux et fécaux inférieures ou égales aux normes suivantes :

- coliformes totaux : 500 germes/100 ml ;
- coliformes fécaux : 50 germes/100 ml.

Tout changement du traitement des effluents ayant pour effet de modifier la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Article 8 - Contrôle des installations et des effluents.

8-1 : Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir, relatifs à la police des eaux.

8-2 : Les agents des services publics, notamment ceux chargés d'effectuer des contrôles, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

8-3 : Un contrôle des effluents, effectué par des prélèvements aux fins d'analyses, est opéré en application des dispositions de l'article 16 du décret n° 73.218 du 23 février 1973, du décret n° 75.177 du 12 mars 1975 et de l'arrêté pris en application de ce dernier. Les contrôles s'effectuent comme suit :

Fréquence des contrôles :

- un prélèvement par trimestre sera effectué dans le puits de visite prévu à cet effet pendant la période s'écoulant du 1er octobre au 30 mai, soit 3 prélèvements ;
- un prélèvement mensuel sera réalisé du 1er juin au 30 septembre soit 4 prélèvements.

De plus, en tant que de besoin, des vérifications inopinées supplémentaires seront effectuées sur les effluents en sortie d'établissement (avant rejet dans la Rance) en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Analyse pratiquées sur les prélèvements :

Les paramètres suivants seront analysés :

- microbiologie : coliformes totaux et fécaux ;
- physico-chimie : DBO 5, MES, Ammoniaque, Oxygène dissous, pH, température, conductivité.

8-4 : Les accès aux points de mesure ou de prélèvements doivent être aménagés notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure et de prélèvement. Les mesures doivent pouvoir être effectuées dans de bonnes conditions de précision.

8-5 : La prise des échantillons nécessaires des effluents, réalisée par les agents chargés d'effectuer des contrôles et les analyses effectuées par un laboratoire agréé sont à la charge du permissionnaire.

8-6 : Les résultats sont adressés à l'inspection des Installations Classées, conformément au rythme de fréquence des contrôles.

Article 9 - Les aquariums qui hébergent une faune et une flore spécifiques doivent être conçus et aménagés en fonction de la biologie des êtres présents.

Ils doivent être en bon état, ne pas permettre que les animaux se blessent dans leurs déplacements, qu'ils s'échappent ou que d'autres animaux s'introduisent dans les bacs.

Les disponibilités en eau, en air et en énergie électrique des installations sont fiables et suffisantes, c'est-à-dire capables de subvenir, en tout état de cause, aux besoins des organismes présents dans l'aquarium. Les températures et les conditions d'éclairage et d'aération des locaux et installations contenant des animaux seront périodiquement contrôlées afin de les maintenir dans des limites compatibles avec les nécessités biologiques de l'espèce.

Article 10 - Entretien des animaux.

Afin de les maintenir dans un état physique satisfaisant, les animaux doivent recevoir une nourriture équilibrée conforme aux besoins de l'espèce et suffisamment abondante, ainsi que les soins de propreté et d'hygiène adaptés à l'espèce considérée.

Les aliments sont entreposés dans les locaux réservés à cet effet.

10-1 : préparation de la nourriture

La préparation des aliments et leur manipulation doivent être conduites de manière à éviter toute contamination chimique (produits de nettoyage) et bactérienne.

Tous les aliments congelés doivent être conservés en congélateur à une température inférieure ou égale à - 18° C.

Les durées de séjour en congélateur, la méthode de conservation, celle de décongélation doivent être appréciées de manière que les aliments ne perdent aucune de leurs qualités nutritionnelles et qu'ils ne se contaminent pas.

Les produits décongelés doivent être gardés dans la glace ou réfrigérés s'ils ne sont pas utilisés immédiatement. Cette durée ne peut cependant excéder vingt-quatre heures.

10-2 : distribution de la nourriture

Les animaux doivent être nourris au moins une fois par jour, sauf dans le cas de prescription vétérinaire.

Le régime de chaque individu doit être fonction de ses caractéristiques (espèce, âge, taille, poids, sexe, gestation éventuelle, etc.).

L'alimentation, quand elle est distribuée individuellement doit être donnée à l'animal par un agent responsable. Cet agent doit être suffisamment compétent pour mesurer les écarts et les variations de prise de nourriture conciliables avec une bonne santé de l'animal, et il doit adapter la ration aux besoins.

Article 11 - Contrôle sanitaire.

11-1 : l'établissement doit s'attacher les soins d'un vétérinaire pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Il doit définir un programme qui touche à la fois à la prévention des maladies et à leur contrôle.

11-2 : livre de soins vétérinaires.

Les interventions du vétérinaire dans l'établissement ou celles effectuées sous son autorité sont consignées dans le livre de soins vétérinaires qui sera conservé dans l'établissement pendant 5 années à compter de la dernière inscription et soumis aux requêtes des services d'Etat chargés du contrôle.

Sur le livre de soins seront précisés en tête :

- le nom de l'établissement suivi de son adresse et de son numéro de téléphone ;
- le nom du propriétaire et du directeur de l'établissement ;
- le nom du vétérinaire attaché à l'établissement, son adresse et son numéro de téléphone.

11-3 : Les animaux doivent être journallement observés par un agent qui en assure la responsabilité et qui note dans le livre de soins vétérinaires les événements relatifs à la santé des animaux qui, s'il y a lieu, seront traités avec les soins nécessaires, le plus tôt possible.

11-4 : Les animaux nouvellement acquis doivent être isolés, dès leur arrivée, des animaux résidents, jusqu'à ce que l'on soit sûr de leur bon état de santé. Si une maladie se révèle, l'animal ne devra être mis en contact des autres qu'après observation de la guérison clinique.

11-5 : Capture des animaux.

Dans les limites compatibles avec la sécurité des personnes, la capture des animaux doit être effectuée avec des moyens non brutaux, notamment par l'utilisation de projectiles anesthésiants, de filets, de cordages divers et de gants de capture.

Le transport des animaux capturés sera effectué dans des bacs appropriés. S'il est nécessaire de procéder à l'abattage d'un animal, celui-ci sera effectué en évitant toute souffrance.

Article 12 - 12-1 : Règlement intérieur.

L'établissement présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère doit posséder un règlement intérieur qui sera porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci.

Ce règlement intérieur :

- fixe les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;
- appelle l'attention du public sur le respect des animaux et les dangers qu'ils présentent ;
- fixe les consignes de sécurité, notamment des panneaux d'information ;
- fixe la liste des interdictions qui devront concerner en particulier :
 - . la pénétration du public dans les locaux de service ;
 - . l'introduction d'objets ou de produits dangereux ;
 - . l'utilisation d'appareils (ex. flash) ;
 - . l'accès d'animaux appartenant au public ou au personnel ;
- détermine l'importance des visites organisées et le nombre d'accompagnateurs.

12-2 : Règlement de service.

Il sera également établi un règlement de service qui sera affiché dans les locaux réservés au personnel.

Ce règlement, qui comprendra les dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accidents du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, fixe :

- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses en service normal ;
- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement et dans les couloirs de service ;
- les consignes à appliquer par le personnel pour assurer la sécurité du public.

Le personnel de service est tenu de porter un signe distinctif fourni par l'établissement.

12-3 : Plan de secours et soins médicaux d'urgence.

Un plan de secours, précisant les moyens à mettre en oeuvre en cas d'accidents de personnes ou de fuite d'animaux dangereux, sera affiché aux entrées de l'établissement, près des postes téléphoniques et à différents endroits à l'intérieur de l'établissement ainsi que dans les locaux réservés au personnel.

Il indiquera le nom du médecin attaché à l'établissement, les personnes susceptibles d'apporter les soins médicaux immédiats ainsi que les mesures à prendre pour l'évacuation d'urgence des blessés, notamment la mise en oeuvre de transports sanitaires vers des centres de soins organisés.

L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secourisme.

Article 13 - Dispositions relatives au contrôle des établissements.

13-1 : contrôle de l'autorité administrative.

Afin de permettre le contrôle de l'autorité administrative, l'établissement doit tenir et présenter à la requête des agents et services habilités :

- un registre des effectifs ;
- un livre de soins vétérinaires.

Les règles de détention sont constituées des dispositions :

- de l'arrêté relatif aux caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les installations fixes ;
- du présent arrêté.

13-2 : registre des effectifs.

Le registre des effectifs a pour objet d'assurer le contrôle de la provenance, de la détention des animaux détenus par l'établissement. Il sera conservé dans l'établissement pendant 5 années à compter de la dernière inscription.

Sur le registre seront précisés en tête :

- le nom de l'établissement suivi de son adresse et de son numéro de téléphone ;
- la nature des activités exercées ;
- le nom du propriétaire et du directeur de l'établissement ;
- le nom du ou des responsables titulaires du certificat de capacité ;
- le nom du médecin attaché à l'établissement, son adresse et son numéro de téléphone ;
- le nom du vétérinaire attaché à l'établissement, son adresse et son numéro de téléphone.

13-3 : tenue du registre des effectifs

Le registre doit comprendre autant de chapitres qu'il y a d'espèces détenues. Les renseignements exigés pour chaque individu, au fur et à mesure des entrées, des naissances et des morts, seront portés sur une double page.

La page de gauche sera réservée aux entrées et portera sur :

- l'origine des animaux et leur lieu de provenance ;
- la date de naissance pour les animaux nés dans l'établissement ;
- l'âge à la date d'entrée ;
- le sexe ;
- en cas d'importation, la référence de l'autorisation d'importation et de la dérogation sanitaire accordées ;
- sa localisation dans l'établissement.

La page de droite sera réservée à la mortalité et portera sur :

- la date de la mort ;
- les causes et les circonstances de la mort.

Pour les animaux détenus en groupe et dont l'identification au sein du groupe est difficile, le chapitre consacré à l'espèce précisera le nombre d'individus à la place des renseignements relatifs à l'âge et au sexe. Pour chaque acquisition, naissance ou mort d'un animal, les modifications intervenues dans la population du groupe seront consignées en précisant le nombre d'individus existants.

Article 14 - Les prescriptions du Livre II du Code du Travail et du décret du 10 juillet 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées.

Article 15 - L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque.

Article 16 - Le bénéficiaire de la présente autorisation, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire, ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans le présent arrêté qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire de la présente autorisation.

Conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ile-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

Article 17 - Avant de mettre l'établissement dont il s'agit en activité le bénéficiaire de la présente autorisation devra justifier auprès de l'Administration préfectorale qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. De plus, il devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents soumis à cet effet par l'administration préfectorale.

Article 18 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation.

Un procès-verbal d'affichage sera adressé à la Préfecture par les soins du Maire, dès l'accomplissement de cette formalité.

Article 19 - Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois années à compter de sa date de notification ou n'aura pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 20 - La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'obtenir la délivrance du permis de construire dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 21 - Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Malo, le Maire de Saint-Malo et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise aux Maires de Saint-Malo, Dinard, Pleurtuit, la Richardais et Saint-Jouan-des-Guérets

RENNES, le

12 JUIL. 1994

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Alber DAUSSIN-CHARPANTIER

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.